



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 23 OCT. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUNGE France

RUE DE YOKOSUKA
ZI Portuaire
29200 Brest

Références : ENV-D-25. 482
Code AIOT : 0005500609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement BUNGE France implanté ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUNGE France
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BUNGE exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza

pour une capacité de 900 000 tonnes/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008, 15 janvier 2020, 7 juillet 2022 et 10 janvier 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article Annexe - point 5	Demande d'action corrective	15 jours et 1 mois
2	Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'exercice, les actions de terrain apparaissent maîtrisées. Le dispositif de vidange vide-vite des graines du sécheur, dysfonctionnant lors de l'incendie de décembre 2024, a globalement bien fonctionné en façade sud du sécheur (celui en façade nord n'a pas été manœuvré). Des actions correctives notamment sur la mise à jour documentaire et la maintenance de moyens de sécurité sont attendues de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article Annexe - point 5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence – Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article 17 du décret du 21 septembre 1977 est précisée.</p> <p>Ces procédures font l'objet de mises en œuvre expérimentales régulières et, si nécessaire, d'aménagement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à un exercice de sécurité. Le thème retenu est un incendie dans le sécheur, avec l'objectif de mettre en œuvre les trappes vide-vite situées sur la face sud du sécheur (compte-tenu de la configuration exigüe de l'installation au droit des trappes vide-vite situées sur la face nord, l'exploitant n'a pas souhaité les manœuvrer lors de l'exercice).</p>

La procédure "IUE001 : feu sécheur" définit les actions à mettre en œuvre selon la nature du sinistre (feu électrique, feu sur les sols/parois ou dans la colonne de graines).

L'exploitant a informé le SDIS et l'astreinte de la DREAL d'une situation d'urgence pour exercice, conformément à la procédure. Les informations transmises étaient claires.

Dans le cadre de l'exercice le scénario « 2 - en présence de flamme » a été simulé.

Il a été constaté lors de l'actionnement des trappes vite-vite que celle de gauche ne s'est pas ouverte de suite complètement, quelques secondes se sont écoulées avant l'ouverture totale. Il a été constaté que les graines se sont écoulées correctement jusqu'à la fin de la vidange partielle du sécheur (les trappes de la façade nord n'ayant pas été manœuvrées, la vidange ne peut être totale).

La fiche "V.3. SCENARIO C : SECHEUR" du POI (version décembre 2021) n'est pas cohérente avec la procédure précitée, notamment en ne prévoyant pas la vidange du sécheur en cas d'incendie de la colonne de graines avec flamme. L'exploitant a indiqué qu'une mise à jour du POI était prévue à court terme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant identifie les raisons pour lesquelles la trappe vite-vite gauche ne s'est pas ouverte de façon optimale lors de son actionnement et procède aux actions nécessaires pour y remédier, dans un délai de 15 jours.

L'exploitant met à jour son POI pour, notamment, prendre en compte, en compte les modifications de la procédure d'intervention en cas de feu dans le sécheur, dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours et 1 mois

N° 2 : Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Facteurs et dispositifs importants pour la sécurité

Prescription contrôlée :

...

Ces dispositifs et en particulier les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude des dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

Constats :

Le bâtiment "sécheur" dispose d'un système de déluge (sprinkler) identifié comme moyen d'intervention dans l'étude des dangers et qui peut être mis en œuvre selon la procédure IUE001 dans le cadre d'un "incendie important se voyant de l'extérieur".

L'exploitant indique que ce moyen ne peut être testé en situation réelle compte-tenu des risques de dégradations importantes voire de destruction du sécheur et qu'il ne dispose pas de procédure

de maintenance/entretien et d'essai de celui-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définit une procédure permettant de réaliser un contrôle régulier de bon fonctionnement de ce système de sécurité, dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois